

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LAncaster 5361

A bâtons rompus

Il nous revient que l'hon. M. Duplessis aurait conseillé à la délégation ouvrière qui est allée le rencontrer récemment de se débarrasser des "unions affiliées au CIO car lui ne les endurera pas dans le Québec." Nous n'avons que faire de ses conseils. Si le Congrès des Métiers et du Travail du Canada se décide d'expulser le CIO, ce ne sera pas certes pour faire plaisir ni à M. Duplessis, ni à M. Hepburn, mais tout simplement par mesure de discipline parce que nous ne pouvons permettre de rivalité dans les rangs. C'est une querelle de famille qui ne regarde pas les politiciens, ils ont assez de leur linge sale à laver sans se mêler d'intervenir dans le ménage des autres.

Les ouvriers ont le droit de choisir l'organisation ouvrière qui, dans leur opinion, rencontrera le mieux leurs besoins et leurs aspirations, pourvu que celle-ci n'intervienne pas dans la liberté de conscience de ses membres et reconnaisse les droits justes et équitables des autres classes de la société.

Nous lutterons jusqu'au bout pour maintenir ce principe, quelle que soit l'organisation que des ouvriers auront choisie — pourvu que cette organisation remplisse les qualifications citées plus haut — qu'elle soit un syndicat catholique ou protestant, une union affiliée à la Fédération Américaine du Travail, au CIO, aux Fraternités des chemins de fer, au Congrès Pan-Canadien ou que sais-je encore.

Bas les pattes, messieurs les politiciens. Tenez-le-vous pour dit.

* * *

On va réglementer la vente des vins et bières dans les restaurants. C'est ce qu'on peut déduire d'une déclaration faite à la délégation par le premier ministre. Tout dépend assurément de quelle manière on va amender cette loi. Si c'est simplement la "sandwich traditionnelle" qui revient sur la table (?), ça n'en vaut certes pas la peine. L'idée de devoir s'acheter un repas de 35 cents pour se faire servir une bouteille de bière est plutôt baroque, c'est encore le pauvre gueux qui va écopier ; s'il ne peut se payer plus qu'un diner de 25 cents, pas de bière. Il y a pourtant des restaurants à Montréal qui servent un bon repas substantiel pour 25 cents et même moins. Non, il y a d'autre chose à faire : un peu plus de jugement dans l'octroi des licences de restaurants, épurons l'industrie des indésirables qui s'y sont glissés et donnons de meilleures conditions de travail à ceux qui y sont employés.

* * *

Les briseurs de grèves vont se faire mettre à la raison, s'il faut en croire une rumeur voulant que le Congrès américain a l'intention d'adopter de la législation les mettant hors la loi. Les raisons invoquées sont que le briseur de grèves n'est généralement pas un ouvrier qualifié mais un vil mercenaire posant comme un ouvrier expert dans le seul but de briser une grève ; qu'il reçoit un salaire plus élevé que l'employé régulier ; qu'il est renvoyé sitôt la grève finie ; que, dans nombre de cas, il sert d'agent provocateur, posant comme un membre d'union, dans le but d'inciter à la violence ; il doit être considéré comme un malfaiteur et une menace pour la paix industrielle.

Ça ne paiera plus d'être briseur de grèves, si ce projet de loi est adopté, comme tout fait présumer qu'il le sera.

* * *

S'apercevant qu'il avait fait un mauvais pas, l'échevin des Trois-Rivières qui avait fait voter un règlement exigeant une taxe de \$1,000 aux magasins-succursales (chain stores), a fait adopter, cette semaine, un autre règlement abrogeant le premier règlement vexatoire.

La fermeture des magasins, avec le chômage et la perte d'économies pour le consommateur qu'elle entraîne, a ouvert les yeux aux "taxeux".

* * *

Le maire Camillien Houde vient d'annoncer qu'en cas de guerre, les Canadiens appuieraient de préférence l'Italie contre la France et l'Angleterre. Voyons, Camille, c'est beau de ne pas vouloir passer pour un communiste, mais il ne faut pas croire qu'il faut pour cela devenir fasciste.

* * *

Il paraîtrait que 10,000 citoyens ont été défranchisés lors des dernières élections municipales. Il paraîtrait que lorsque l'assesseur ne trouvait personne au domicile d'un électeur, il barrait son nom de la liste tout simplement. C'est du propre, mais, au fait, pourquoi avoir dépensé plus d'un demi-million de dollars pour établir la carte d'identité et l'avoir oubliée ensuite ? Les citoyens ainsi défranchisés sont un peu responsables également ; s'ils s'étaient donné la peine de se procurer leur carte d'identité, ils n'auraient pas été biffés des listes électorales. Que cela leur serve de leçon. *Dura lex, sed lex.*

* * *

On ne peut contenter tout le monde et son père, paraît-il. Ainsi, certains voudraient revenir au système d'autrefois qui voulait que l'avis de renonciation au bail d'un logement se donnât 90 jours avant l'expiration du bail, soit généralement au 1er février, ce qui obligeait le locataire à permettre à une foule de curieux d'inspecter son domicile pendant trois mois et causait une foule d'inconvénients. On sait que la loi a été changée pour n'exiger qu'un préavis de 60 jours, ce que nous considérons encore trop long. Pourquoi ne pas adopter une méthode plus moderne et introduire la location au mois ; c'est encore une de ces reliques du passé — genre Acte de l'Amérique britannique du Nord — qu'on ne peut toucher sans se faire traiter de communiste.

* * *

Le duel Duplessis-Leduc a passé sa première phase. Nous savons maintenant pourquoi l'hon. M. Leduc a été exclu du Cabinet Duplessis de façon assez cavalière qui, si elle est légale — ce dont on peut douter — est tout au moins canaille. La raison donnée, "c'était pour le remplacer par un ministre capable de donner de meilleures garanties d'intégrité, de

Autour d'une mise au point des syndicats catholiques

L'article de S. G. Mgr F. J. Haas, dont nous reproduisons la traduction le 21 janvier dernier et intitulé "Les unions ouvrières procurent des bénéfices incalculables aux salariés", définissant l'attitude de l'Eglise catholique envers les unions ouvrières, a créé tout un émoi et jeté la perturbation chez nos "amis" des syndicats catholiques. M. Alfred Charpentier, le président de la C. T. C. C., parlant au cours de la semaine syndicale tenue récemment aux Trois-Rivières, a cru bon de faire une mise au point à ce sujet, laquelle, à notre point de vue, n'en est pas une du tout, car voici ce qu'il dit :

"Il faut bien distinguer pour ne pas trop souvent se tromper. D'abord les encycliques des Souverains Pontifes recommandent que là où c'est possible les ouvriers catholiques doivent s'unir avec des catholiques et former ainsi des unions catholiques. Or, aux Etats-Unis, le nombre des catholiques est restreint au point que des unions ouvrières catholiques ne pourraient y naître viables ; tandis que, dans la province de Québec, la grande majorité de la population est catholique."

Nous ne discuterons pas ce qu'il faut comprendre par "là où c'est possible" ; il nous est permis, toutefois, de croire que ces paroles veulent dire : "sans nuire aux intérêts spirituels et matériels des ouvriers catholiques" et nous concluons que, dans le Québec — surtout dans les grands centres — les syndicats catholiques sont contraires aux meilleurs intérêts de la classe ouvrière parce qu'ils divisent les ouvriers, les "handicapent" dans leurs revendications et les exposent à laisser des politiciens fixer leurs salaires et leurs conditions de travail.

M. Charpentier estime que les syndicats catholiques sont possibles dans le Québec parce que la grande majorité de la population est catholique, mais non aux Etats-Unis, parce que le nombre des catholiques y est trop restreint. Notez qu'il ne parle que du Québec et non du Canada. Il admet donc implicitement que son syndicalisme catholique n'est pas plus né viable au Canada qu'aux Etats-Unis ; alors le genre d'organisation ouvrière qu'il préconise ne peut s'appliquer que dans le Québec.

Nous lui demanderons s'il croit — en honnête homme que nous lui donnons le crédit d'être — qu'une organisation ouvrière strictement provinciale peut tenir tête à la domination patronale, où elle prendra sa force économique en cas de conflits industriels et si toute lutte qu'elle entreprendra n'est pas perdue d'avance. Il sait aussi bien que nous que si son organisation n'avait pas l'appui moral du clergé, l'aide financière de la caisse diocésaine et la loi des conventions collectives de travail pour venir à la rescousse, il y a belle lurette qu'elle serait tombée dans le domaine de l'oubli.

Une organisation, pour remplir son véritable rôle, doit être forte, numériquement et financièrement ; elle ne peut avoir ces conditions *in ne qua non* d'existence si elle est simplement locale, provinciale ou même souvent nationale. Tant que le Capital sera international, le Travail devra l'être également ou il devra se contenter de jouer un rôle secondaire et effacé. C'est ce que nous des unions internationales ne voulons pas.

Il n'est pas question non plus de savoir si, comme le dit M. Charpentier : "depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis l'adoption de la loi des conventions collectives, les syndicats catholiques ont fait plus de bien à la classe ouvrière que n'importe quelle autre union." cela peut être sa manière de voir les choses, ce n'est pas la nôtre, mais, même si nous acceptions sa théorie, cela prouverait tout simplement que c'est grâce à la loi des conventions collectives que les syndicats catholiques existent encore, qu'ils ne peuvent rien accomplir par eux-mêmes, que d'un trait de plume nos législateurs peuvent les faire tomber dans le néant, tandis que nos unions internationales — ou américaines, comme il dit — vivent de leurs propres forces et n'ont pas besoin des politiciens pour prendre la défense de leurs membres.

Il reste également acquis que l'Eglise catholique aux Etats-Unis recommande aux ouvriers de joindre les unions affiliées à la Fédération Américaine du Travail, au CIO et aux Fraternités d'employés ferroviaires, tandis qu'à nous, du Québec, on nous les représente comme des organisations dangereuses pour notre foi, notre religion et notre patriotisme.

Nous sommes informés que des démarches se feront incessamment pour porter ces faits jusqu'aux pieds du Saint-Père s'il le faut afin de faire cesser cette campagne de dénigrement et de diffamation. La même union ne peut être bonne pour les ouvriers américains et dangereuse pour ceux du Canada.

LE MONDE OUVRIER.

loyauté, d'honnêteté et de sincérité". Rien que ça ! Autant valait dire que l'homme que Duplessis proclamait quelques mois auparavant comme le ministre de la voirie le plus qualifié et le plus compétent que la province ait jamais eu était simplement un malhonnête homme ; c'est tout au moins ce qu'on peut en déduire. Ce n'est certes pas flatteur pour M. Leduc, mais pas plus pour Duplessis lui-même qui a la prétention de se connaître en hommes et qui s'est indirectement décerné lui-même un certificat d'imbécillité pas ordinaire.

Heureusement, il faut en prendre et en laisser, car nous connaissons de nombreuses compétences qui ont été mises à pied par le premier ministre pour être remplacées par des personnages de son calibre et à sa ressemblance. *Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.*

* * *

Mgr Philippe Desranleau trouve — avec beaucoup d'autres qui ne sont pas en odeur de sainteté près des pouvoirs publics — que notre système économique n'est pas ce qu'il devrait être, que la richesse est concentrée en quelques mains tandis que le grand nombre vit dans la

(Suite à la cinquième page)

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

INAUGURATION D'UN CERCLE D'ETUDE

L'inauguration du cercle éducationnel des ouvriers et ouvrières de la confection pour hommes, local 115 Canadien-français a été, de ce que l'on ne peut mieux désirer. Cet événement social qui eut lieu vendredi dernier, en la spacieuse salle du Restaurant Bucarest, 3956 blyd. Saint-Laurent, semblait inspirer la confiance aux directeurs du cercle que les membres participeront aux deux cours qui y seront donnés, afin de répandre l'éducation dans toutes les sphères, laquelle est grandement nécessaire par le temps qui court au sein des unions ouvrières.

La fête était sous le patronage distingué de M. Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail, ce dernier fit son entrée au milieu de vives acclamations de la nombreuse assistance. M. Trépanier était accompagné de sa digne épouse. On remarquait de plus parmi l'assistance : M. Ben. Drolet, chroniqueur au "Monde Ouvrier"; Frank Lerman, de Boston, Mass., le nouveau gérant de l'Amalgamated Clothing Workers' à Montréal; R. White, secrétaire du comité conjoint; A. Duquette, agent d'affaires du local 115; Fernand Marrié, rédacteur de la revue mensuelle "L'Aiguilleur", organe du local 115; Mmes A. Robert, Y. Beauchamp, membres du comité de la fête; Côme Roy, Léo Oligny, respectivement président et vice-président du local 115; C. Lalumière, représentant du même local au bureau conjoint de l'A. C. W. of America et B. Richeff, ancien gérant. On remarquait aussi une délégation du local 249 de la B. & S. W. U., dirigée par M. Lionel Thibault et Mlle Edna Tremblay, venue pour annoncer le grand bal de cette organisation qui aura lieu le 17 février prochain à la salle Auditorium, 375, ouest Ontario.

M. H. Forget, président de la fête présenta une magnifique gerbe de roses à Mme Trépanier. Ce fut M. A. Duquette qui souhaita la bienvenue aux distingués visiteurs et félicita le comité de la fête de la splendide réception qu'il avait préparée; il fut suivi du nouveau gérant, M. Frank Lerman qui parla de la situation ouvrière en général, tant aux Etats-Unis qu'au Canada.

M. Trépanier remercia au nom de son épouse les organisateurs de la fête de leur délicate attention à son égard. Cette célébration dit-il, est un grand pas dans la voie du progrès pour les ouvriers canadiens-français; il adressa des félicitations aux officiers du cercle éducationnel pour les efforts qu'ils tentent de faire pour répandre l'éducation parmi les travailleurs de la confection.

Des rafraichissements furent servis à la table d'honneur et chacun des invités but au succès du nouveau cercle éducationnel. Une musique entraînante fit les frais de la danse, sous la direction de l'orchestre Archambault. Bref, ce fut un succès sans précédent.

CONVENTION REMISE A 1940

L'Union internationale des ouvriers de la confection pour dames célébrera son 40e anniversaire de fondation en 1940. C'est une des raisons qui militent en faveur de la convention qui devait prendre place cette année, en mai 1939 a été remise en 1940.

Toutefois, cette question n'a pas été décidée sans que les membres en général eussent donné leur opinion par voie de referendum au nombre de 70,000 pour référer à l'an prochain et 170 contre. Cette proposition aurait été soumise d'abord il y a déjà deux mois par le Conseil général de l'union internationale, au cours d'une réunion trimestrielle tenue en novembre 1938, à Washington, D. C. Ce dernier s'était prononcé en faveur de ce délai qui donnerait l'opportunité à tous les locaux de célébrer à la même date le 40e anniversaire de fondation.

L'ILGWU a reçu sa charte d'affiliation à la Fédération Américaine du Travail en juin 1900, et elle n'a cessé de supporter ce corps législatif important du Travail Organisé du continent américain.

Le local 112 de Montréal, une filiale de la même organisation, célébrera son 20e anniversaire de fondation le 19 février prochain, au club Scandinavien, 1243, rue de la Montagne, sous le patronage de M. Raoul Trépanier.

ALLONS AU BAL DES CORDONNIERS

L'union des travailleurs en chaussures, local 249 est à mettre la dernière main à l'organisation de son bal annuel qui aura lieu vendredi prochain le 17 courant, à la salle de l'Auditorium, 375 ouest Ontario. Cet événement social dont le but est absolument humanitaire puisque les bénéfices réalisés seront versés au fonds spécial des membres qui pour cause inévitable de la dépression actuelle de l'industrie de la chaussure sont malheureusement dans l'indigence.

Le comité social qui a été chargé de préparer cette fête a présenté à l'exécutif un rapport complet de ce qui se produira au cours de cette soirée. Outre le programme de danses modernes et du bon vieux temps qui sera exécuté sous la direction de l'orchestre Irving Laing, à minuit, le trio Bastien présentera neuf numéros de vaudeville, comprenant chant, musique et acrobatie, danse spéciale par les soeurs Sweet, etc., etc. Rien n'a été négligé pour faire de cet événement un succès.

La Boot and Shoe Workers Union, qui n'a jamais refusé de participer financièrement à ces agapes fraternelles pour d'autres organisations, compte bien recevoir sincèrement le réciproque des unions soeurs dont la présence des membres serait bien appréciée.

Le confrère Charles McKercher a rapporté que le bureau général de l'union internationale avait résolu le paiement de \$300 comme bénéfices de décès du confrère Adélard Allaire. Les confrères Delphis Jodoin et G. Dupont, ont été nommés délégués à une réunion du Conseil de la Jeunesse de Montréal qui eut lieu vendredi dernier à l'hôtel Mont-Royal. A ce sujet une remarque absolument plausible a été faite en rapport à la lettre reçue invitant le local 249 à se faire représenter à cet organisme et qui n'était pas revêtue de l'étiquette des métiers alliés de l'imprimerie; donc les délégués au Conseil de la Jeunesse ont été autorisés à en faire la remarque auprès des intéressés.

UNE FETE SOCIALE BIEN REUSSIE

La soirée sociale de la Loge Ste-Marie No 234 de la Fraternité des Wagonniers des usines Angus du Pacifique Canadien, au bénéfice du fonds de la fête des enfants qui eut lieu le 18 décembre dernier, au théâtre St-Denis a obtenu un franc succès vendredi dernier à la salle Auditorium. Plus de 500 personnes membres et amis des wagonniers y assistaient et participaient à la danse sous la direction du confrère Henri Vaillancourt, maître de cérémonies, et aussi à la partie de bingo sous la direction des confrères P.-A. Nolet et Alfred Gauthier, ce dernier secrétaire du comité social.

Cette fête était sous la présidence de M. et Mme Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail, assisté du président de la Loge Ste-Marie, le confrère Alfred Mathieu et sa dame.

On distinguait dans l'assistance: M. L.-A. Beaudry, vice-président général de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique; M. Domina Petelle, secrétaire de la Loge St-Henri No 606; M. et Mme Gaston Vincent, de la Loge Terminal No 72, madame Vincent est la présidente de la Loge Loyal Star des dames auxiliaires des wagonniers; M. et Mme Cyprien Miron, conciliateur du département provincial du travail; Me Lucien Rodier et son épouse, ainsi que M. Ben Drolet, chroniqueur du "Monde Ouvrier".

Le président du comité social, M. R.-B. Lamarche prie "Le Monde Ouvrier" de remercier en son nom toutes les personnes qui ont bien voulu participer au succès de cet événement social qui permettra d'organiser de nouveau une autre fête d'enfants à la Noël de 1939.

Voulez-vous savoir si le lait est très pur? Versez-en une goutte sur l'ongle du pouce; si le lait n'est pas additionné d'eau, la goutte ne se répand pas.

* * *

On peut distinguer facilement les oeufs cuits des oeufs frais si on les a mélangés par erreur. On les met en rotation sur la pointe, comme une toupie. Les oeufs frais tombent tout de suite; les oeufs cuits tournent à plaisir.

MISE EN NOMINATION CHEZ LES TYPOGRAPHES

La mise en nomination des officiers de l'Union typographique Jacques-Cartier, local 145, eut lieu samedi dernier, au cours de la réunion mensuelle, sous la présidence du confrère J.-W. Blaquière, assisté des vice-présidents J.-E. Jobin et Rodolphe Valiquette. Tous les autres officiers étaient à leur poste respectif.

Après la lecture du procès verbal de l'assemblée précédente, lequel fut accepté, le confrère Lucien LeComte présenta un intéressant rapport du comité d'organisation, qui est en train de tenter tous les efforts possibles, durant les prochains six mois, pour recruter tous les typos non encore organisés. Il insista pour que le local 145 fasse sa part comme les autres unions des métiers de l'imprimerie qui prennent part à ce mouvement, en votant l'argent nécessaire.

On a fait rapport qu'il avait été pratiquement décidé que les imprimeurs travaillant dans les manufactures de boîtes en carton seraient assujettis au contrat collectif actuel des métiers de l'imprimerie; les salaires payés aux typographes seront de 75 cents de l'heure, au lieu de 52 cents, taux fixé dans le contrat de l'industrie des boîtes en carton.

Quant aux journaux hebdomadaires ruraux, il paraît assuré que le premier ministre aurait consenti à les assujettir de nouveau au contrat collectif de l'industrie de l'imprimerie de Montréal; cependant le ministre du Travail aurait jusqu'ici différé la signature de l'arrêté ministériel à cette fin, ce qui fait que le projet est en panne.

Le secrétaire Henri Richard, représentant de l'union au comité paritaire, a rapporté que M. Angus Barwick, représentant des patrons, et M. G.-A. Gagnon, représentant des syndicats catholiques, ont été élus présidents conjoints du comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie, en remplacement de MM. G.-R. Brunet et Emile Arbour.

Il a été décidé d'acheter des billets du concert-boucan qui sera donné, au Café St-Jacques, le 18 février, par l'Union internationale des Travailleurs de métal en feuilles, local 116.

La Fraternité internationale des Electriciens annonce que les radios et produits DeForest-Crosley sont maintenant revêtus de l'étiquette de l'union.

A l'ordre du jour de la nomination des officiers, le confrère Arthur Leclaire fut prié par le président J.-W. Blaquière de présider à la nomination.

Trois candidats se disputent les honneurs à la présidence. Ce sont: Charles Coutu, J.-Robert Guy, Rodolphe Valiquette.

Les vice-présidents ont été élus par acclamation: J.-E. Jobin, sortant de charge, et J.-Rodolphe Ducharme.

Le secrétaire-archiviste Arthur Langevin a été réélu par acclamation.

La charge de secrétaire-trésorier est disputée au titulaire actuel, Henri Richard, par C.-Ernest Chalifour.

Commissaire-ordonnateur: Arthur St-Hilaire, élu par acclamation.

Sergent d'armes: J.-L. Garant, réélu.

Vérificateur: Roland McLean, élu.

Membres du comité exécutif; trois à élire. Huit candidats: Jacques Bertrand, J.-W. Blaquière, Omer Daigneault, Philippe Dallaire, Albert Fugère, J.-E. Gariépy, Arthur Leclaire, Lucien LeComte.

Délégués au Conseil des Métiers et du Travail (4 à élire): J.-W. Blaquière, Gaston Francq, J.-E. Gariépy, Arthur Leclaire, A.-F. Ricard, Rod. Valiquette.

Délégués au Conseil des Métiers alliés de l'Imprimerie et à la Ligue de l'Etiquette (3 à élire): J.-A. Ardouin, J.-W. Blaquière, Gaston Francq, Albert Fugère, et A.-F. Ricard.

Comité des apprentis: J.-A. Ardouin, Lucien LeComte, Roch Lefebvre, élus.

Un bureau de votation sera ouvert à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri, de midi à 8 heures du soir, samedi, le 4 mars prochain. D'autres renseignements seront donnés dans les numéros suivants du *Monde Ouvrier*.

Un comité a été nommé pour voir à organiser une fête à la suite de l'installation des officiers. Ce comité est composé des confrères Omer Daigneault, A.-F. Ricard et Arthur Laberge.

La question d'un organisateur bilingue pour la province de Québec a été soulevée par le confrère Avila Corrivé, qui donna les raisons de la nécessité d'un tel fonctionnaire. Il fut résolu qu'une demande soit faite au bureau général, en ce sens.

LES OUVRIERS DE LA FOURRURE REPRENENT LEURS ACTIVITES

Le Conseil conjoint des unions locales 66 et 67 des ouvriers de la fourrure a repris ses activités d'autrefois. C'est-à-dire il a appelé en assemblée générale lundi de cette semaine les membres des deux locaux pour y discuter des questions de la plus haute importance concernant le présent engagement qui est sujet à une étude approfondie en préparation du renouvellement d'un nouveau contrat de travail dans l'industrie de la fourrure.

Il a été démontré l'importance d'un tel contrat qui a été conclu entre les employeurs et les employés. Jusqu'ici les intéressés ont obtenu par son entremise depuis le 18 août 1938 la somme de \$13,320.70 en salaires retenus par les propriétaires de 59 ateliers qui ont été pris en défaut.

En plus de cela, les membres ont été informés que durant l'existence du contrat couvrant les années 1935 à 1938, les réclamations des ouvriers qui se chiffraient à \$73,000 ont été obtenus, car plus de 200 causes avaient été portées en cour de justice contre les patrons récalcitrants, et elles furent toutes reconnues favorables aux ouvriers. Devant des faits aussi probants, les officiers prétendent, et avec raison, que si l'union n'avait pas existé ces salaires retenus n'auraient jamais été remboursés aux ouvriers de la fourrure.

M. Albert Roy, organisateur général, profita de l'occasion pour démontrer ce que l'union internationale peut faire en toute circonstance pour les ouvriers et les ouvrières de l'industrie de la fourrure. A la suite de ces remarques au point vingt nouvelles recrues demandèrent leur admission à l'union. La séance était présidée par le confrère Napoléon Morrier, assisté de la présidente du local 67, Mlle Emérande Brien et du président du local 66, le confrère Maurice Rochette.

CHEZ LES DEBARDEURS

L'Association internationale des débardeurs du port de Montréal, local 375, au cours de son assemblée régulière dimanche dernier avait l'insigne honneur de recevoir des mains du secrétaire du Comité de la Fête du Travail, M. J.-E. Gariépy, la coupe offerte par le Conseil des Métiers et du Travail à l'union qui avait la meilleure apparence lors de la parade de la dernière Fête du Travail.

Cette cérémonie a donné lieu à un enthousiasme délirant, et était sous la présidence du confrère Karl Trolsaas et à laquelle assistaient plus de 1,000 membres. Le secrétaire Gariépy avec le talent qu'on lui connaît, félicita les membres de l'union pour leur grand nombre et leur belle tenue dont ils ont fait preuve, ce qui naturellement leur a permis de conquérir cette magnifique coupe qui leur a été adjugée par les juges de la parade.

Il exprima le désir que l'union des débardeurs fera une aussi bonne figure lors de la prochaine parade de la Fête du Travail, le premier lundi de septembre 1939. D'autres discours furent prononcés par les officiers sur le sujet et l'assemblée continua à vaguer aux affaires internes de l'union.

UN MEMBRE A VIE

Une belle action de l'union des musiciens, local 406, à l'égard d'un des plus vieux membres, lequel depuis plus de 30 ans s'est dévoué constamment au succès de cet organisme. Voici le cas qui nous occupe: M. Edouard Charette, secrétaire de l'union a donné avis au confrère J.-A. Donato, que le titre de membre à vie lui avait été décerné pour les nombreuses faveurs qu'il avait rendues au local 406, durant son terme de membre. C'est une bien minime manière, souligna le secrétaire Charette de montrer notre gratitude et veuillez accepter nos salutations les plus distinguées. Nos félicitations sont acquises au confrère J. A. Donato pour le grand honneur que l'union des musiciens vient de lui conférer.

Une fuite d'eau dans le tuyau du radiateur? En attendant le plombier, prenez une poignée de farine de lin et appliquez-la sur la fuite en la fixant à l'aide d'un linge bien serré. Ce plâtrage sommaire tiendra au moins trois heures.

Echos d'une assemblée d'employés de tramways

Il nous est parvenu ces jours derniers, d'un de nos collaborateurs, membre influent de l'union des employés de tramways, division 790, un document fort intéressant, nous donnant un aperçu des derniers événements qui se sont déroulés sur la question du tramway à employé unique (solotram). Notre ami et collaborateur relève des faits saillants de la situation réelle des employés de tramways, en ce qui concerne ce système, qui est déjà en vigueur sur plusieurs circuits depuis quelques années.

Voici ce qu'il dit: "Des assemblées comme celle que les employés de tramways tenaient le 14 janvier dernier devraient se répéter plus souvent, rappelons-nous que l'union fait la force. On se souvient quand la compagnie des tramways inaugura ses premières lignes du "One-Man Car" sur le circuit Amherst; on avait pris la précaution de flatter ce bon public, et l'échevin du temps disait au Conseil de ville: "Nous avons seulement la peine de mettre le nez dehors et il y a un tram à tous les coins de rue". Les employés eux-mêmes s'habituèrent au "One-man car" et dès le début ils se disaient les uns aux autres qu'ils travaillaient moins fort que sur le tramway à deux hommes; ils se sont laissés prendre et aujourd'hui ils en sont pour leur frais, car à l'heure actuelle il y a beaucoup moins de trams par cir-

cuit et l'horaire est plus rapide. Pourquoi cela? pour faire une place plus large à l'autobus et payer les intérêts sur les dividendes et sur la capitalisation qui sont trop élevés.

Nos sincères félicitations pour le cartel que vous avez formé dans l'intérêt des moins bonnes volontés. Peut-être notre ami Philippe recevra-t-il un coup de cravache du président Alfred Charpentier, pour son geste. Nous le savons, il n'y a pas très longtemps que M. Charpentier était en train de former un cartel avec l'union internationale au bénéfice des ouvriers. Les journaux nous avaient annoncé que M. Girard s'opposait, disant qu'il ne recevrait pas d'aide de Moscou; ce qui était bon pour l'un devait l'être pour l'autre. Le public semble bien sympathique à notre cause. Comme le disait le maire Camillien Houde récemment: "Une compagnie n'a pas de coeur et encore moins d'âme, les employés sont souvent punis pour des peccadilles, cette même compagnie qui viole à la journée son contrat avec la ville". Nos plus sincères remerciements à Son Honneur le maire ainsi qu'à M. Savignac, et nous espérons qu'ils continueront à soutenir notre cause jusqu'au triomphe final".

UN COLLABORATEUR.

CHEZ LES PRESSIERS ET CLICHEURS DE QUEBEC

Les membres du local 152 des pressiers et clicheurs de Québec, ont procédé samedi le 4 février, à l'élection de leurs officiers pour l'année 1939, avec le résultat suivant, tous les officiers sortant de charge ont été réélus: président, E. Lemelin; vice-président, R. Trudel; secrétaire-trésorier, J.-M. Landriault; secrétaire archiviste, E. Bernier; sentinelle, Paul Matte; auditeurs: J. Picard et G. Bédard; exécutif: E. Lemelin, J.-M. Landriault, R. Trudel, H. Doré, V. Lemieux, G. Rousseau et J.-E. Bernier.

La séance d'élection et d'installation était présidée par le confrère Geo. Rousseau. L'assistance était nombreuse; plusieurs questions importantes ont été discutées, entre autres: l'exclusivité des annonces dans un seul journal au détriment de nos membres et le contrat collectif; le confrère Landriault, représentant provincial et membre du comité paritaire a donné des explications sur les difficultés à l'application du contrat.

Aux affaires nouvelles, le confrère R. Trudel rappelle aux membres qu'au mois de mai prochain sera le 30e anniversaire de la fondation de notre local et il fait appel aux vieux membres, dont les noms sont inscrits sur la charte; après discussion sur ce sujet, il est proposé par le confrère Trudel qu'un comité de cinq membres soit nommé pour organiser un banquet à cette occasion.

L'assemblée se termina par les remerciements d'usage de la part des officiers.

Les accidents dans l'industrie du bois.

Une diminution de 10 pour cent dans le nombre des accidents survenus dans l'industrie du bois de la province a été accusée au cours des dix premiers mois de 1938 en comparaison de l'an dernier, selon un rapport de l'Association de Québec pour la prévention des accidents du travail.

Le gérant général de l'Association de Québec, M. Arthur Gaboury, dans ce rapport, a annoncé que 714 accidents s'étaient produits durant cette période de 1938, dans 213 des 532 usines protégées par l'Association. Le gérant général a aussi ajouté que la majorité des accidents dans l'industrie du bois sont dus aux machines ou surviennent dans la manutention des matériaux et recommanda que des mesures nécessaires soient prises pour éliminer ce genre d'accidents. Le rapport montre de plus qu'une seule mort accidentelle a été rapportée dans l'industrie du bois, contre trois, l'année précédente.

Afin de battre les oeufs en neige plus rapidement, pressez un citron et laissez-en tomber quelques gouttes dans votre récipient.

A LA LIGUE DE SECURITE

Au cours des deux dernières années, l'hôpital Ste-Justine de Montréal a traité 40 jeunes enfants qui s'étaient infligés des blessures dans des essoreuses électriques, et le Dr. Edmond Dubé, directeur médical de Ste-Justine, vient d'attirer l'attention de la Ligue de sécurité de la province de Québec sur ce grave danger.

Dans une lettre adressée aux directeurs de la ligue pour demander leur coopération, le Dr. Dubé affirme que les enfants blessés aux avant-bras et aux bras par les essoreuses sont toujours atteints grièvement et doivent être hospitalisés durant des périodes s'étendant de six semaines à un mois. Dans plusieurs cas, malgré diverses opérations, la guérison n'a pu être obtenue, et il en est résulté des incapacités sérieuses dont les enfants souffriront durant toute leur vie.

"Je ne conteste pas l'utilité des essoreuses électriques", a affirmé le Dr. Dubé. "Bien au contraire! mais il me semble qu'elles devraient être construites de façon à les rendre complètement inoffensives".

Si cela n'est pas possible, ajoute la ligue, les mères devront voir que les jeunes enfants soient éloignés quand ces machines sont en marche et que les petits ne soient jamais laissés seuls dans une pièce où une essoreuse est en mouvement.

La présidente du bureau d'administration de l'hôpital Ste-Justine, Mme L. de G. Beaubien, a déjà mis le public en garde contre ces dangers. La direction de la Ligue de sécurité a donc décidé d'entreprendre une campagne contre ce risque qui menace constamment les petits à moins que les parents ne prennent les mesures nécessaires pour les protéger.

* * *

Tous les chefs des services de police municipale, provinciale et fédérale dans la province de Québec ont été nommés membres consultants de la Ligue de sécurité de la province de Québec, a-t-on annoncé récemment aux bureaux de la Ligue.

L'oeuvre sécuritaire a toujours reçu une aide précieuse des officiers de police et c'est dans le but de réaliser une collaboration plus étroite encore, que la Ligue de sécurité les a élus à son conseil.

La récente décision du Col. E. A. Piuzé, de la police provinciale, de faire suivre à tous ses hommes des cours de secourisme sous la direction de l'Association ambulancière St-Jean démontre bien l'intérêt porté par nos policiers au bien-être du public et la Ligue veut ainsi leur permettre de travailler plus activement et plus utilement encore à la prévention des accidents.

PHILOSOPHIE

Quand chacun aura son petit avion, les caractères des individus s'adouciront.
—Comment cela?
—On s'habitue à passer pardessus bien des choses.

Le vrai goût de Hollande a toujours distingué ce vieux gin bienfaisant et les vrais Canadiens l'ont toujours préféré depuis plus de cent ans!

Le bon coup!

RECETTE ORIGINALE DE LA "PONCE":

- Le jus d'un citron
- Sucre au goût
- Eau bien chaude
- Deux doigts de GIN de KUYPER

10 ONCES 90c
26 ONCES 2.00
40 ONCES 2.80

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SONS, Distillateurs, Rotterdam, Hollande

MAISON FONDÉE EN 1695

LA FEMME DANS LES MAGASINS

Regardez une femme qui est à faire ses emplettes et vous pourriez, sans crainte de vous tromper, connaître son caractère.

Il y en a qui ont envie de tout: parce que le marchand leur a récité un boniment bien tourné.

Il y en a qui achètent parce que ça ne coûte pas cher; elles accumulent des choses dont elles n'auront pas besoin avant que la mode change ou que le mari soit capable de les payer?

Il y en a qui collectionnent toutes les "patentes" soi-disant inventées pour épargner du temps à la ménagère; ouvre-boîtes, hachoir pour "friser" les légumes, crochets, etc., parce que la voisine en a acheté!

Il y en a qui ont la manie des coupons, d'autres celles des sous-vêtements!

Il y en a qui regardent tout et, après avoir fait vider deux rayons de marchandises, avouent que c'est juste pour voir!

Il y en a qui critiquent tout ce qui est moderne et qui n'ont aucune sympathie pour les nouveautés!

Il y en a qui ne sont jamais pressées, d'autres veulent toujours être servies les premières, même si elles viennent d'entrer au magasin.

Il y en a aussi, qui ont l'oeil vif; elles voient vite ce qui fait leur affaire; elles savent si elles pourront payer ou non: elles décident si l'objet offert sera pratique ou non; elles s'arrangent tout de même pour ne pas payer trop cher!

LA CONSOMMATION DE LA VIANDE DANS DIVERS PAYS

La consommation apparente de viande par tête de la population présente des contrastes frappants, d'un pays à l'autre dit le comité économique impérial. Les gens de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de l'Argentine mangent de grosses quantités de viande, principalement du boeuf dans le dernier de ces pays et du boeuf et du mouton dans les deux autres. Le total dans chaque pays dépasse largement 200 livres de viande par tête. Au Canada, la consommation moyenne est d'environ 140 livres. Au Canada et aux Etats-Unis, la viande de porc entre pour un peu moins d'une moitié dans ce total, celle du boeuf pour le plus gros du reste, tandis qu'en Grande Bretagne le boeuf entre pour à peu près une moitié, la viande de porc pour un peu moins d'un tiers et le mouton pour plus d'un cinquième.

Les pays européens consomment en général moins de viande que nous. L'Allemagne mange plus de porc que de boeuf, la France plus de boeuf que de porc et aucun d'eux ne consomme des quantités appréciables de mouton. La consommation totale de viande est d'environ 115 livres par tête pour l'Allemagne et de 90 livres pour la France.

L'état suivant, préparé par la Division de l'agriculture du Bureau fédéral de la statistique, donne la consommation estimée de viandes au Canada en 1937. Cet état est basé sur l'évaluation des animaux vendus par les fermes ou abattus sur les fermes, les importations, les exportations et les stocks en entrepôt. Voici les chiffres pour 1937, consommation totale de viande de boeuf et de veau, 654,867,092 livres; de porc, 693,306,144 livres; de mouton et d'agneau, 68,529,679 livres ce qui représente la consommation suivante par tête au Canada en 1937: boeuf et veau, 58.89 livres; porc, 62.35 livres; mouton et agneau, 6.16 livres.

LE PREMIER TROUPEAU INDIGENE DE RENNES

Ottawa, Canada. — Le premier troupeau indigène de rennes qui fut établi dans les Territoires du Nord-Ouest est maintenant en route vers l'est pour se rendre à la région de la rivière Anderson, d'après un avis radiophonique reçu au Ministère des Mines et des Ressources, Ottawa. Cette randonnée de 150 milles par terre d'environ 800 rennes du troupeau du Gouvernement près du delta du Mackenzie est exécutée sous la surveillance du gardien en chef à la station de rennes du Gouvernement, et marque une autre avance dans le plan du Canada qui vise à établir l'élevage des rennes chez les indigènes. A leur arrivée dans leur nouvel habitat, la garde du troupeau indigène sera confiée en grande partie à deux Esquimaux, Charlie Rufus et Rufus Kalealuk, qui, sous la surveillance du Ministère, auront la chance de démontrer leur habileté de garder des rennes. Charlie Rufus, le plus jeune de ces indigènes, a reçu une formation de trois ans, comme apprenti avec le troupeau du Gouvernement.

Le troupeau indigène se compose en moyenne d'un bon stock, les animaux variant de jeunes daims de 1938 à des animaux de plusieurs années. Ce troupeau est prêt aux indigènes jusqu'à ce qu'il ait substantiellement augmenté, alors qu'il sera décidé si un autre troupeau de 800 sera conduit ailleurs pour commencer une nouvelle entreprise dans un endroit favorable. L'expérience nous a démontré qu'il n'est pas praticable de garder un troupeau de moins de 800 têtes.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

Corporatisme et Syndicalisme

par JEF RENS

Secrétaire de la Confédération générale du Travail de Belgique

Nos lecteurs liront avec intérêt un brillant exposé de l'ancien mouvement corporatif, de l'évolution du syndicalisme moderne et ensuite celle du corporatisme qu'un certain groupe cherche à implanter dans le Québec, prétendant que c'est une sorte de panacée universelle qui guérira la société du malaise dont elle souffre et la délivrera de l'emprise du libéralisme économique. Nous devons cette étude au secrétaire de la Confédération Générale du Travail de Belgique, le confrère JEF RENS, dont l'éloge n'est plus à faire car il est reconnu comme une autorité en la matière et comme l'un des plus dévoués défenseurs du syndicalisme internationaliste. Nous sommes persuadés que les lecteurs du Monde Ouvrier liront avec intérêt son exposé et les conclusions qu'il en tire, quoique nous reconnaissons que certaines de ses théories sont plutôt hardies comparées à celles que les ouvriers du Québec professent généralement, mais comme c'est du choc des idées que jaillit la lumière, nous espérons qu'ils en tireront profit. — LE MONDE OUVRIER.

LES ANCIENNES CORPORATIONS ET LE SYNDICALISME MODERNE

Le syndicalisme moderne, sauf de très rares exceptions, n'est pas la continuation directe de l'ancien mouvement corporatif. La très grande majorité des syndicats modernes n'est pas organiquement reliée aux anciens compagnonnages. Dans mon pays, il n'y a que les syndicats des chapeliers, je crois, qui peut indiquer une filiation directe avec l'ancienne corporation de ce nom.

Cette absence de continuité entre le syndicalisme de l'époque moderne et le corporatisme de l'ancien régime ne veut pourtant pas dire qu'il n'y ait aucune analogie entre ces deux mouvements. Bien au contraire. Le syndicalisme moderne comme le corporatisme d'avant 1789 ont les mêmes causes. C'est l'inégalité dans la répartition des biens et l'exploitation des travailleurs qui en résulte qui font naître les organisations professionnelles au moyen âge comme au XIXe siècle. En dernière analyse, c'est la lutte des classes qui détermine la naissance des groupements professionnels.

La lutte des classes, ai-je besoin de le dire, n'est pas l'invention d'un certain Karl Marx. La bourgeoisie qui, de nos jours, attribue à ce théoricien socialiste l'invention de cette idée, oublie que ce fut un des siens, François Guizot, qui, longtemps avant Marx, écrivit que l'histoire de l'humanité fut celle de la lutte des classes. En écrivant cette phrase, Guizot n'inventa rien, il constata.

Sans que dans la Grèce antique, il y ait eu de véritables organisations professionnelles, des associations, des confréries groupant les citoyens d'après leur rang de fortune s'y créèrent un peu partout. Ainsi nous lisons dans "La Cité Grecque", de G. Glotz, qu'"entre la grande communauté qui comprenait toutes les familles et la petite communauté qu'est la famille elle-même, il existait des associations libres, de caractère utilitaire ou sentimental. Les unes avaient un cachet aristocratique; les autres faisaient appel aux humbles". Et le même auteur de dire ailleurs "que partout éclate le contraste entre l'égalité promise par la constitution et l'inégalité créée par les conditions économiques et sociales".

La conscience de classe qui est à la base du syndicalisme moderne existait dans la Grèce antique. C'est ainsi que Glotz, écrit encore: "Il y a ainsi une psychologie de classe, parce qu'il y a des intérêts de classe, et cette psychologie, ces intérêts s'opposent avec une force croissante au sentiment plus large qu'avait longtemps inspiré la solidarité de la Cité. Du jour où les deux classes entre lesquelles se partageait la cité, eurent nettement pris conscience de cette réalité, un fossé se creusa entre elles: antagonisme latent ou lutte ouverte".

Cela s'applique aux premiers siècles de l'ère chrétienne. Le même phénomène se constata d'ailleurs à Rome. Toute l'histoire de l'Empire romain fut caractérisée par ces luttes incessantes entre les patriciens et la plèbe. Dans son livre

"Les institutions politiques romaines", l'historien Léon Homo, parlant de la République Romaine des IVe et Ve siècles avant J.-C. dit de la plèbe: "Deux éléments, de tendances et d'intérêts divergents, s'y trouvaient juxtaposés; des riches qui réclamaient avant tout l'égalité civile et politique avec le patriciat; des pauvres, dont les aspirations d'ordre social et économique visaient surtout à l'amélioration de leur situation matérielle." Ne dirait-on pas que cette description s'applique au Tiers-Etat de 1789 qui, lui aussi, comprenait, comme l'a si lumineusement montré Jean Jaurès dans le premier tome de son "Histoire sociale de la Révolution française", ces deux éléments, bourgeois et prolétaires, entre lesquels s'engagera ensuite de nouvelles luttes sociales.

* * *

L'inégalité dans la répartition des richesses est donc à la base de la lutte des classes qui semble être jusqu'à présent une "constante" dans l'histoire humaine. Partout, à toutes les époques, nous voyons les pauvres, les affamés, les exploités engager la lutte contre les riches, les rassasiés, les exploités. Dans ces luttes, les pauvres tendent naturellement à s'organiser. Tantôt ils créent des partis, tantôt des associations professionnelles, tantôt les deux. Au moyen âge, les pauvres qui avaient comme seule richesse leur force de travail et leur connaissance professionnelle se groupent dans des associations pour réglementer les conditions de leur production. Le même phénomène se répète au début du XIXe siècle.

Les organisations professionnelles modernes ont passé par plusieurs phases. Elles ont été bien définies par Paul Louis dans son ouvrage: "Le Syndicalisme contre l'Etat". Lutte pour des augmentations de salaires et des diminutions de la durée du travail d'abord. Etablissement de rudiments de mutualité ensuite. Développement de toutes sortes d'institutions mutualistes: caisses de grève, de chômage, de maladie, viaticum, etc., plus tard. Puis la solidarité professionnelle s'élargit de plus en plus pour devenir une véritable solidarité de classe. Groupés en une organisation professionnelle qui embrasse tous les travailleurs, la lutte est alors entamée non seulement contre la bourgeoisie et le capitalisme, mais également contre l'Etat d'après-guerre, le syndicalisme a renoncé à son opinion a priori contre l'Etat pour essayer de l'influencer en sa faveur. Cette dernière phase se caractérise notamment par la pression que le syndicalisme essaie d'exercer au sein de toutes sortes d'institutions, créées ou égalisées par l'Etat, telles que les commissions paritaires, les conventions collectives, les conseils économiques, les commissions d'études, etc.

* * *

Si nous essayons maintenant de synthétiser le syndicalisme moderne, nous trouvons dans ce mouvement une forme organisée de la réaction naturelle contre l'inégalité des richesses et l'exploitation qui en résulte. Le syndicalisme n'est autre que l'organisation des tra-

vailleurs, créée par eux pour se défendre contre l'exploitation dont ils sont victimes et pour combattre l'inégalité économique, qui est à la base de cette exploitation.

Ce mouvement qui surgit naturellement des masses ouvrières est un mouvement démocratique autant par ses moyens (forme d'organisation), que par ses buts.

En effet, en ce qui concerne l'organisation intérieure du mouvement syndical, la démocratie se manifeste par une égalité totale entre tous ses membres. Tous ont les mêmes devoirs et les mêmes droits. Les dirigeants sont librement choisis par les membres au sein de l'organisation. Leurs mandats sont régulièrement contrôlés par les membres et ceux-ci disposent des moyens statutaires de remplacer ceux de leurs dirigeants qui ne leur donnent plus satisfaction.

Le syndicalisme est également démocratique dans son but en ce sens qu'il tend à faire disparaître les inégalités qui existent dans l'économie. Au fond, la socialisation ou la nationalisation n'est rien d'autre que la démocratisation de la vie économique. Par sa volonté de mettre l'appareil de production à la disposition des producteurs, le syndicalisme veut étendre la démocratie du domaine politique au domaine économique. La démocratie politique, qui reconnaît l'égalité de tous les hommes devant la loi, a supprimé une source d'inégalités injustifiables, mais elle a laissé subsister une autre qu'est la propriété privée. C'est à celle-ci que le syndicalisme s'attaque, ce par quoi il tend à donner à la démocratie sa valeur intégrale: politique et économique.

Sur cette nouvelle forme de la démocratie, le syndicalisme veut construire une nouvelle forme de production d'où le profit sera exclu et qui restituera aux producteurs soit sous la forme individuelle, soit sous la forme collective, soit sous la forme de biens immédiatement consommables, soit sous la forme de biens consommables dans l'avenir, le produit intégral de leur travail. Le syndicalisme veut en effet que l'économie ne fonctionne plus en vue du profit, mais qu'elle tende à la satisfaction immédiate ou future des producteurs. Par ce but, le syndicalisme est incontestablement un mouvement révolutionnaire en ce sens qu'il tend à une transformation profonde des rapports actuels de classes allant jusqu'à leur abolition et à leur confusion en une masse homogène de producteurs égaux en droits et en devoirs, ayant comme tels tous les mêmes intérêts, ainsi qu'à la formation d'un nouveau mode de production au service de cette collectivité homogène.

Si le syndicalisme a renoncé à son ancienne opposition intransigeante à l'Etat, il n'entend toutefois pas réaliser cette transformation de l'économie à travers l'Etat. Il entend au contraire construire le régime nouveau en dehors de l'Etat. La phrase de Saint-Simon, reprise par Jouhaux, d'après laquelle il faut "remplacer le gouvernement des hommes par l'admini-

stration des choses" exprime clairement cette tendance antiétatique du syndicalisme.

En attendant maintenant la réalisation de son but économique, le syndicalisme travaille à l'amélioration des intérêts matériels des travailleurs qui sont: l'augmentation des salaires, la diminution de la durée du travail, la protection contre toutes les vicissitudes de la vie ouvrière (chômage, invalidité, maladie, vieillesse), l'amélioration des conditions de travail (hygiène, sécurité).

Dans la lutte pour ces revendications, le syndicalisme se montre souvent opportuniste et tacticien. Il ne perd pas pour cela son caractère révolutionnaire parce qu'il continue à croire fermement que pour mettre un terme à la dépendance et à l'exploitation ouvrière, il faut transformer entièrement les rapports de propriété et le mode de production.

Pour réaliser ses buts, le syndicalisme fait appel aux libertés que la démocratie politique met à sa disposition: liberté de réunion, liberté d'association, liberté de parole, liberté de presse, etc. Il a tellement appris à apprécier la valeur de ces libertés que, partout où il a résisté aux assauts du fascisme, il déclare à haute voix qu'il ne reculera devant aucun moyen pour assurer leur défense. Et l'exemple du sort qui a été réservé aux organisations syndicales dans les pays fascistes, où ces libertés ont été supprimées, a augmenté encore cet attachement du syndicalisme à la liberté.

Le syndicalisme use donc des libertés démocratiques pour grouper le plus de travailleurs possibles afin de pouvoir opposer au patronat une force capable de lui résister et de lui décrocher les meilleurs salaires et les conditions de travail les plus favorables. Pour grouper les travailleurs il procède par persuasion en faisant appel à leurs intérêts; en même temps il fait appel aux sentiments de solidarité dont il tend à faire, par l'éducation, le plus fort ciment du mouvement syndical.

Une des armes défensives essentielles du syndicalisme est la grève. Le patronat refusant d'acquiescer aux revendications ouvrières, le syndicalisme lui oppose le refus de travailler.

Au cours de son évolution, le syndicalisme a appris à manier l'arme de la grève avec une certaine prudence. Si, au début, des grèves éclataient souvent sans avertissement préalable, à présent le syndicalisme n'y recourt le plus souvent que lorsque les négociations ont abouti à un échec. C'est qu'une grève, si elle échoue, comporte souvent de graves risques pour le développement des organisations syndicales. Toutes ces considérations n'enlèvent rien à la valeur essentielle de la grève comme arme du syndicalisme.

Avant de finir cet exposé de caractéristiques du syndicalisme, je tiens encore à faire état de deux traits typiques, sans quoi cette synthèse ne serait pas complète. Il s'agit de l'internationalisme et du pacifisme qui sont propres au syndicalisme. Le syndicalisme est internationaliste parce que, connaissant l'interdépendance de toutes les économies nationales, le syndicalisme ne croit pas qu'il soit possible de construire un meilleur régime économique dans les cadres d'une seule nation. Internationaliste aussi parce qu'il croit que ce n'est que par la solidarité internationale des travailleurs qu'il pourra atteindre ses buts, réaliser ses objectifs.

Il est pacifiste parce qu'il croit qu'un meilleur régime économique et social ne peut se former que dans un climat de paix. Le syndicalisme veut l'accroissement des richesses et il est donc naturel qu'il voit dans la guerre, qui est la plus grande destructrice des richesses des temps modernes, le plus grand danger pour la réalisation de ce but.

* * *

Le syndicalisme est devenu une puissance considérable dans les Etats démocratiques modernes. Grâce à lui le prolétariat est parvenu à constituer une force dont les gouvernants et les classes régnantes des pays démocratiques ont

à tenir compte. Et son influence sur les affaires de ces Etats est d'autant plus grande que les partis prolétaires qui se sont partout constitués s'efforcent de traduire sur le plan politique ses aspirations sociales et économiques.

La puissance du syndicalisme dans les Etats démocratiques est partout devenue telle que le syndicalisme ne peut plus se soustraire à assumer certaines responsabilités. Celles-ci se traduisent soit en participant à certaines institutions économiques. Fonds de chômage, de pension, etc., Conseils économiques, Commissions paritaires, Conseil d'administration d'institutions parastatales, Conseils d'entreprises, Commissions officielles d'études, etc., soit en soutenant les gouvernements auxquels participent des partis prolétaires ou travaillistes. Ces responsabilités, le syndicalisme les accepte généralement en échange d'avantages sociaux ou de promesses de réalisations sociales. Et cette politique de responsabilité lui a effectivement permis d'obtenir pour les travailleurs d'appréciables progrès.

Toutefois, il faut bien le dire, le syndicalisme n'est, jusqu'à présent, arrivé nulle part à un degré de puissance tel qu'il ait su imposer ses vues économiques. Quelle que fut sa puissance et quelque active que fut sa "politique de présence", le syndicalisme n'a nulle part abattu le régime capitaliste et remplacé celui-ci par la démocratie industrielle, inscrite dans son programme.

Ai-je besoin d'attirer votre attention sur la gravité de cette impuissance relative? La classe ouvrière se tourne vers le syndicalisme, attirée non pas seulement par des avantages matériels immédiats, mais aussi par l'image d'une société meilleure et plus juste qu'il lui promet. Les travailleurs attendent d'autant plus du syndicalisme qu'ils sont misérables et souffrants et que ce dernier est fort et puissant. C'est ainsi qu'au cours de la période d'après-guerre, nous voyons plusieurs moments où les masses laborieuses affluent vers les syndicats en même temps que vers les partis ouvriers. C'est que les programmes du syndicalisme et des travaillistes semblent le mieux répondre aux besoins de paix et de justice sociale, à la volonté de vaincre les crises et de s'affranchir du fléau du chômage qui animent les masses travailleuses en ces temps.

Sans exagération, j'ose dire que, depuis la fin de la guerre, le mouvement ouvrier, syndical et politique, est entré dans une des phases les plus difficiles et les plus décisives de son évolution. C'est que partout sa puissance numérique et son prestige politique sont devenus tels qu'il ne peut plus se soustraire à assumer les responsabilités du pouvoir. C'est que, d'autre part, sa puissance effective et sa capacité économique n'ont encore nulle part réussi à opérer dans l'économie les changements profonds inscrits dans son programme.

Au risque de périr, il doit agir. La désorganisation économique résultant de la guerre, les débâcles financières, les crises économiques, le terrible chômage ont partout créé au sein des masses laborieuses un impérieux besoin de changements profonds. Le socialisme et le syndicalisme sont là, forts et puissants. Leurs idées semblent le mieux correspondre aux aspirations profondes des masses laborieuses que les vicissitudes économiques ont douloureusement frappées. Seront-ils à la hauteur de leur tâche? Pourront-ils réaliser les espoirs qu'ils ont évoqués dans l'esprit de ces masses? Pourront-ils construire ce monde nouveau qu'ils ont promis? Pourront-ils forger cette société de justice et de liberté qu'ils ont ébauchée dans leur propagande?

C'est que partout où les mouvements ouvriers n'ont pas su utiliser dans un sens constructif la puissance politique dont ils disposaient, ils ont déçu les masses des travailleurs qui se sont détournés d'eux et que les partis réactionnaires et fascistes ont alors su vaincre à l'aide de méthodes que je n'ai pas à examiner ici.

Point de doute que dans son ensemble, le fascisme c'est la réac-

tion. Partout, son arrivée au pouvoir signifie la destruction des organisations ouvrières, l'autorisation de la classe ouvrière et l'arrêt du progrès social.

Sauf quelques groupes de prolétaires en haillons, les mouvements fascistes ne sont parvenus nulle part à entraîner dans leurs organisations les masses ouvrières. Partout ils sont apparus au contraire comme des mouvements hostiles au socialisme et au syndicalisme. Leurs mots d'ordre vaguement socialistes ont tout au plus exercé une certaine attirance sur les classes moyennes, assimilées matériellement de plus en plus par le capitalisme au prolétariat. Ils n'ont pas trompé les ouvriers conscients qui, partout, sont restés fidèles à leurs organisations de classe.

Que les travailleurs ne se sont pas trompés sur le compte du fascisme, celui-ci le prouve par son exercice du pouvoir. Constitué en dehors de la classe ouvrière, le fascisme l'écrase dès qu'il dispose du pouvoir de l'Etat.

Usant de ce pouvoir, le fascisme abolit toutes les libertés démocratiques, enlevant ainsi à la classe ouvrière toute possibilité de se regrouper. L'égalité démocratique, le fascisme la remplace par une organisation hiérarchique dans laquelle les pouvoirs n'émanent plus de la base, mais du Chef.

Ces idées qui sont à l'antipode du socialisme et du syndicalisme, le fascisme entend les réaliser aussi dans le domaine économique. C'est ce qu'il appelle alors *corporatisme*.

Point n'est besoin de dire que ce corporatisme n'a rien de commun avec le corporatisme du moyen-âge. L'origine du corporatisme moderne est incontestablement catholique. Il se relie au courant des idées engendré par La Tour du Pin de Mun Vogelsang, etc... Ce mouvement d'idées a subi une forte influence des Encycliques papales "Rerum-Novarum" (1891) et "Quadragesimo Anno" (1931). La doctrine corporative loin d'être unie et rigide contient plusieurs tendances qui se combattent mutuellement et parfois non sans quelque âpreté. Toutes ces tendances prennent toutefois leur source dans un ensemble d'idées communes: le maintien de la propriété privée, la collaboration des classes, dans le respect mutuel de leurs droits respectifs, le groupement des hommes, non d'après leur position sur le marché du travail, mais d'après leur branche professionnelle, primauté au sein de ces branches professionnelles des intérêts communs (de la profession) sur les intérêts particuliers (de la classe).

Le fascisme qui n'a pas à proprement parler, une doctrine sociale s'est emparé du corporatisme et en a fait une application ten-

dant à la destruction totale du syndicalisme libre et à un asservissement non moins total de la classe ouvrière.

Ces organisations corporatives diffèrent d'après les régimes. En Italie et en Autriche, par exemple, l'Etat fasciste a employé les anciens syndicats, après les avoir vidés de leur substance bien entendu, comme matériel de construction pour l'érection du régime corporatif. En Allemagne par contre, l'Etat fasciste a commencé par anéantir complètement l'ancien syndicalisme. Ne parlons pas pour le moment du Portugal, dont le régime n'existe que provisoirement, que comme une ébauche sur le papier. Partout le corporatisme fasciste contraint les travailleurs et les patrons à collaborer sur la base de la propriété privée, déclarée par l'Etat comme sacro-sainte et intangible. Partout le corporatisme fasciste interdit à la classe ouvrière le recours à la grève. Il est vrai qu'il défend également au patronat l'usage du lockout, mais il ne peut défendre aux patrons la fermeture de leurs usines pour des raisons d'ordre économique. Et les menaces de fermer sont plus fréquentes encore, ce qui généralement suffit pour imposer leurs conditions de travail et de salaire aux ouvriers sans défense.

Toute cette organisation corporative, dont je viens d'esquisser hâtivement quelques-uns des traits essentiels, montre que loin de démocratiser la vie économique, elle tend au contraire à stabiliser la position de la classe ouvrière sur la base des inégalités actuelles et de maintenir l'exploitation capitaliste.

Tout se tient d'ailleurs dans ce régime antidémocratique. La classe ouvrière, déclarée mineure, ne peut avoir d'organisations propres, elle ne peut pas choisir ses propres dirigeants, ni faire preuve de solidarité de classe ou de solidarité internationale, ni refuser la vente de sa force de travail, ni refuser les conditions de travail et de salaire que ses "tuteurs" lui imposent.

Les résultats de cette collaboration forcée sur la base du régime capitaliste ont été désastreux pour la classe ouvrière dans les pays fascistes. Partout les statistiques montrent que l'abolition du syndicalisme libre et l'instauration de ce régime de contrainte ont amené une baisse très sensible des salaires réels et un avilissement considérable des conditions de travail.

En dernière instance, ce régime fascio-corporatif nous apparaît comme un instrument d'oppression et d'exploitation de l'Etat, dont la bourgeoisie s'est emparée afin d'empêcher l'ascension de la classe ouvrière et de stabiliser son régime économique.—*La Voix du Peuple*.

A BATONS ROMPUS

(Suite de la première page)

misère et la pauvreté. "Les richesses ont été créées", dit-il, "pour que chaque personne en ait sa part, non pas une part égale mais une part proportionnelle aux besoins de chacun."

C'est ce que le Travail Organisé affirme depuis des années et des années, avec quel résultat? Celui de se faire accuser de prêcher la lutte des classes; tout comme il a suggéré les moyens de remédier à cette situation, mais ceux-ci ont été rejetés avec une sainte horreur.

Mgr Desranleau aura-t-il plus de succès?

* * *

Les pères conscrits de la ville de Québec vont préparer une liste des "publications immorales" qui entrent au Canada, avec requête aux autorités postales d'en interdire l'entrée au pays. Certes, le geste est beau, trop de ces publications sont publiées non seulement aux Etats-Unis, dans d'autres pays et même au Canada; nos moeurs ne sont pas déjà trop bonnes, sans les dévoyer davantage par ces lectures démoralisantes. Nous nous demandons toutefois de quel droit les échevins de Québec imposeraient leurs vues aux autres villes du pays; ainsi nous connaissons certaines publications qui tombent sous le coup de la loi du cadenas dans le Québec et qui circulent librement dans les autres provinces; ce qui peut être mal pour un cerveau façonné d'une certaine façon peut être absolument bien pour un autre; tout comme il y a des "purs" qui se voilent la face quand ils jettent un regard à la dérobée (?) sur le mollet d'une jolie femme, tandis que pour le grand nombre des "pêcheurs endurcis" ce tableau les laisse absolument indifférents.

Chacun son métier, les vaches seront bien gardées. Les autorités postales n'ont pas besoin des ukases des pères conscrits de Québec pour décider ce qui peut être toléré et ce qui doit être interdit.

* * *

Le président Roosevelt doit faire face actuellement à une campagne de protestation contre la vente à la France d'avions militaires manufacturés aux Etats-Unis. L'ex-président Hoover, de capitaliste mémoire, trouve que c'est le moyen le plus sûr d'entraîner nos voisins dans une nouvelle guerre européenne. La relation est assez subtile: sur quoi l'ex-président peut-il se baser pour faire semblable insinuation? Qu'est-ce qui peut bien empêcher un manufacturier de vendre des avions ou, comme question de fait, toute autre marchandise à un pays qui n'est en guerre avec aucun pays? Où vient un bris de neutralité dans un acte commercial de ce genre? Il est vrai que, dans le cas de Hoover, comme le disait un sénateur américain: "c'est un vieillard désabusé, un politicien déchu, qui se confine à critiquer tout ce que l'administration actuelle fait", mais il faut voir plus loin que cette boutade.

La presse allemande est furieuse. Hitler ne veut pas que les démocraties coopèrent ensemble pour sauver la paix mondiale qu'il ne cesse de menacer; lui et son copain Mussolini s'arrogent le droit de fournir hommes et matériel de guerre à qui bon leur semble, à voler l'Autriche, une partie de la Tchécoslovaquie, à s'emparer par le terrorisme le plus lâche de tout territoire habité en partie par des Allemands et qui proclame qu'un descendant d'Allemand est toujours allemand même s'il est né dans un autre pays et en est citoyen.

Tout cela leur est permis, ils veulent avoir leur part des richesses mondiales si non par négociations alors par la force brutale et les pays démocratiques devraient — toujours sous la menace d'une nouvelle guerre — courber l'échine et laisser faire. Il est plus que temps que l'axe Berlin-Rome-Tokio et *tutti quanti* ait à faire face à une véritable alliance démocratique Paris-Londres-Washington et autres pays avides de paix et de liberté.

* * *

On critique souvent l'administration de nos voisins du Sud. Ils ont pourtant des méthodes particulières à eux qui sont bien démocratiques et qui vaudraient la peine d'être imitées. Ainsi, le président Roosevelt vient de nommer un nouveau juge de la Cour Suprême des Etats-Unis, en la personne de Félix Frankfurter (un juif d'origine autrichienne arrivé aux Etats-Unis à l'âge de 11 ans). Cette nomination fit le sujet d'une enquête et comparaison de l'intéressé devant le comité judiciaire du Sénat et du Congrès par la suite, avant qu'elle soit confirmée par les deux corps législatifs. Il en fut de même pour Harry Hopkins, ex-administrateur du WPA, nommé à un autre poste; de l'ex-gouverneur Murphy, du Michigan, et de plusieurs autres; leurs qualifications et leur intégrité furent scrutées à la loupe avant qu'ils ne fussent jugés dignes de remplir les fonctions auxquelles le président les avait appelés. C'est bien ça de la véritable démocratie. Ne pourrions-nous pas suivre cet exemple, car même si la nomination est ratifiée généralement par les supporteurs de l'administration il n'en reste pas moins vrai que leurs états de service sont rendus publics et que le peuple peut ainsi juger de la valeur des hommes appelés à rendre la justice dans le plus haut tribunal de la nation ou qui administreront les affaires du pays.

Ne croyez-vous pas que si l'hon. M. Duplessis soumettait à une enquête publique les qualifications de ceux à qui il a confié des postes de commande dans l'administration de la province nous en aurions appris de belles. Combien auraient prouvé avoir les qualifications voulues? On pourrait procéder de la même façon dans la nomination des conseillers législatifs et des sénateurs.

Quel balayage en perspective!

* * *

Il y a longtemps que le Travail Organisé a préconisé un boycott en règle des marchandises de provenance japonaise, pour ne pas parler de celles de l'Allemagne et de l'Italie pour lesquelles la même peine du talion devrait s'appliquer. Tout cela était comme un grand coup d'épée dans l'eau: le gros public continuait à acheter cette marchandise de pacotille parce qu'elle se vendait un peu meilleur marché, mais voici maintenant qu'on a trouvé des blaireaux contenant des germes d'anthrax importés du Japon; ils ont été saisis, fort bien mais quelle alerte!

Toutefois, un brave docteur, payé pour voir à la santé et à l'hygiène de la bonne ville de Québec, a trouvé qu'il y avait des poisons moraux plus dangereux que ces blaireaux à germes d'anthrax et dont on ne s'occupe pas assez.

Imbécile, va! comme si un mal annulait l'autre. Des fois je me demande si ce n'est pas vrai qu'il y a plus de fous au dehors des asiles d'aliénés qu'en dedans.

* * *

Un deuil cruel vient de frapper la chrétienté: S. S. le Pape Pie XI est mort, jeudi soir, dans sa quatre-vingt-deuxième année, la dix-septième de son règne comme Vicaire du Christ. C'est le 26^e le pape qui disparaît.

Le pape est mort, vive le pape!

SOCIUS.

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

152 ANS

Brewed in Montreal
since

152 YEARS

A Pleasing And Historic Event

The Thirty-Fifth Anniversary of the Marriage and Entry into Public Life of the Rt. Hon. Ernest Lapointe.

AN APPRECIATION

By BERNARD ROSE.

In stature and intellect, the Rt. Hon. Ernest Lapointe stands out from his fellow Canadians. He has given of his very best to Canada and its people during the many years he has sat in our principal legislative and deliberative chamber. He is known, admired, and respected, from Halifax to Vancouver for his splendid ability, transparent honesty, appealing frankness and unswerving allegiance to the highest and noblest of human ideals. *No one in this broad Dominion is more typically Canadian than Ernest Lapointe.* He has steadfastly adhered to the principles that at the beginning of his career he decided should guide his conscience and his political conduct. Mr. Lapointe is one of the world's great democrats. He is truly Liberal not only in party affiliation but in his general appreciation of the liberties, privileges, and opportunities, that should be the birthright of every child fortunate in being born under that flag that stands for justice and righteousness.

On the occasion of the thirty-fifth anniversary of his marriage and entry into the arena of public affairs, his distinguished chief and intimate friend, the Rt. Hon. W. L. Mackenzie King, accompanied by a representative gathering of Ministers and members, will betake themselves to the historic city of Quebec, to testify to their affection and admiration for a colleague and counsellor who has, in so large a measure, contributed to the greatness and present importance of his native land. It is fitting that not only his colleagues but all Canadians pay tribute to one who has so unselfishly devoted himself to his country's welfare.

Throughout the years, he has maintained that modesty and self deprecation, that has made him the lovable character he is to friends and others, who have had the privilege of meeting him politically or socially.

Those who will attend the banquet will celebrate a double event — his good fortune in meeting and marrying the gracious, charming and intellectual lady who bears his honored name, and his marriage to that life of public service, that has earned for him the esteem and gratitude of his compatriots and countrymen.

Mr. Lapointe was elected by acclamation for the County of Kamouraska on February 12th, 1904. Four years later he led to the altar one of Canada's beautiful women in the person of Emma, the beloved and accomplished daughter of Mr. and Mrs. J. A. Pratte.

Mr. Lapointe will gladly admit that he owes the largest part of his success to the excellent judgment he showed in choosing his life's partner. During the happy years of their union she has been his affectionate counsellor and loving helpmate.

Madame Lapointe carries herself with a quiet distinction that inspires both affection and confidence. She is quite youthful in appearance and retains the beauty and charm that won the heart of the eminent Canadian who has brought honor to his family, race, faith, and country. Her gifted and brilliant daughter Odette has inherited the many qualities and virtues of both parents. She followed their example in marrying for love, a young lawyer who, at the very beginning of his career, has made a fine reputation for himself as a fearless fighter for truth and justice. Roger Ouimet is one of Canada's coming young men. His distinguished father-in-law can rest assured that his son by marriage will at all times maintain that dignity and sense of justice, fairplay, and national duty that are the principal characteristics of the Minister of Justice. Mr. Lapointe has always been fair to labor and emphasized the right of the worker to organize to better promote his economic welfare. Mr. Ouimet is an equally staunch upholder of the worker's right to join a union.

It is surely a happy coincidence that Mr. Lapointe's marriage and entry into public life should so beautifully synchronise.

The young lawyer, protégé of his illustrious compatriot, the late Sir Wilfrid Laurier, disdaining the influences that would have enabled him because of his ability and supreme oratorical power to earn a considerable professional fortune, gave his life and talents to his country and fellow men. *No one has more consistently and courageously defended and upheld the principles of democracy and constitutional government than he has.* He never dissembles, but speaks the truth as he sees it.

Those who have been politically associated with him can testify to his loyalty and friendship.

His adversaries know him as a fair and valiant fighter who never resorts to subterfuge but makes his remarks clear and beyond doubt.

His many qualities of heart and mind have on several occasions elicited the generous appreciation of his lifelong friend and leader the Prime Minister.

It is seldom that a statesman and his consort receive so pleasing and striking an appreciation of public esteem. It is not secret that Mr. Lapointe, were it not for his high sense of public duty, would have gladly retired from the strain and stress of active politics, and the direction of an important Government department.

When one has spent thirty-five years in fighting the battles of the people he has more than earned the gratitude of his constituents and fellow citizens. His career is and should be an inspiring example to Canadian youth.

It is the fervent wish of thousands of Canadians that Mr. and Mrs. Lapointe may be spared and continue to celebrate for many, many years, the anniversary of their very happy marriage.

Odette Lapointe and her equally gifted brother Hughes are as fortunate in their parents as the latter are in the children who came to bless their union.

Would that our country had many more Lapointes! It could utilize their abilities and devotion to public welfare in adjusting the difficulties, and solving the problems that mean so much to those who toil. He and his ministerial colleagues have no easy task in these trying times. Fortunate as we are in the men who bear the nation's Governmental burdens, the tribute paid Mr. Lapointe is evidence of sincere appreciation of a great Canadian's services to country and Empire, and should be an incentive to those imbued with the laudable ambition to serve man and the State.

What's Doing at Ottawa

By GRACE MacINNIS.

A Liberal member has taken steps to try to obtain a clear statement of Canada's foreign policy. He is J. T. Thorson of Selkirk, Manitoba. Greeted with applause so hearty that it created comment, Bill 16 is very brief. It reads:

"Canada shall not assume the status of belligerent otherwise than by a declaration of war made by His Majesty with specific reference to Canada and only on the advice of His Majesty's government in Canada."

Mr. Thorson explained that the bill is an assertion of Canada's right to decide, independently of any other country, whether or not she will go to war.

Widespread Support

There is no doubt that such a declaration will receive widespread approval throughout the Dominion. Rabid imperialists, of course, will not give it their blessing. In the House of Commons it may cut strangely across party lines. CCF members will support it as it translates into legal formulae the intent of a resolution placed on the Order Paper at the beginning of the session by J. S. Woodsworth. It is felt that the government will approve the bill in principle; they may object to it on technical grounds because of the difficulties of putting it into operation.

Quebec Opinion

Indications are that Bill 16 will receive considerable support from the French-speaking Quebec bloc, regardless of party. Speaking on the Address, G. H. Héon, Conservative from Argenteuil, forcefully expressed his opinions in both French and English:

"I am sorry to say that in my opinion at least the lack of pronouncement by the government on its external policy, and what it would do in the event of a continental war, creates unrest among all classes of Canadian people. . . . We are told that Parliament will decide. . . . Decide what? What can this Parliament decide if we are to be automatically at war! (when Britain is). . . . Colonialism or Canadianism! That will be the issue to be faced by most candidates in the forthcoming general election."

Mr. Héon was careful to explain that he expressed his own opinions only. It remains to be seen what the rest of the Conservative party will do.

The next speaker was Wilfrid Lacroix, Liberal from Quebec-Montmorency. He was equally outspoken:

"Why should not Canada enjoy the same privileges as Ireland? . . . Further, I am strongly opposed to the doctrine that when England is at war Canada is at war. . . . Let us loudly assert our neutrality, thus giving to our country the independence which it has won."

Bren Gun Contract

The Bren gun affair is very much in the limelight. A. J. Anderson, Toronto Conservative, made a slashing attack on both Defence Minister Mackenzie and Hugh Plaxton, M.P. Grant MacNeil, CCF member who raised the matter in the House this session, charged that an official had tried to intimidate him in order to prevent an investigation. Mr. MacNeil moved that the public accounts, the Auditor General's report for the year ending March 31, 1938, the Bren gun contract and the Davis Report be referred to the Public Accounts committee of the House. Dr. Manion objected to the motion passing without debate, holding that in a committee so largely dominated by Government members discussion might not receive adequate publicity. So there is to be a full-dress House debate, after which the Committee will deal with it. A feature of interest is the motion for investigation introduced by Hon. Ian Mackenzie AFTER Mr. MacNeil's motion appeared.

Eastern Members Speak

During the past week about 40 members have spoken about three-quarters of them being from eastern and central Canada. Gordon B. Isnor, Halifax Liberal, paid tribute to the impressive way in which western members put the needs of the west before Parliament. An analysis of the 40 eastern speeches shows:

- (1) That by far the most-discussed topic is the Trade Treaty with the United States.
- (2) Referred to about half as often are the Royal Visit and unemployment.
- (3) A good many speeches deal with the foreign situation, particularly among the Conservatives where the ties of Empire are extolled and Mr. Chamberlain praised for the Munich Pact.
- (4) Every French-Canadian speaker referring to the question, opposes the admission of all refugees.
- (5) Quite a number urge relief for the taxpayer and added Government protection for private industry.

Agnes MacPhail

One Ontario speaker took the ground that the Trade Treaty made very little difference one way or the other. She was Agnes MacPhail who devoted herself largely to farm problems and the needs of youth. She advocated a farm loan scheme to give loans to young farmers at not more than 3%, the loan to run for any period up to, say, 30 years. She commended the Government youth training project, but thought more along these lines should be done. She urged something similar to the CCC camps in the United States.

P. J. Rowe

In his first speech as a CCF member P. J. Rowe, Alberta, dealt mainly with the great inequalities of income in Canada. Low farm and industrial earnings were contrasted with corporation profits and the holdings of Canadian senators. He strongly favored public control of industrial concerns, referring especially to those dealing in war materials.

Debate on the Address is over and the House will now devote itself to Government business of various kinds as well as to the resolutions of private members. This year there are so many of these that some will never be reached.

"Get Into the Parade — Go Down With Labor," Says Bishop

Says harsh criticism of Unions drives workers into Agitator's hands. Asks understanding. "Our treatment of Labor Leaders sometimes flagrantly unjust," is view. The Social Forum, which reproduces the accompanying article by Bishop Robert E. Lucey from the *Commonweal*, is a monthly paper established and published with the permission and approval of the Roman Catholic Archbishop of Ottawa. Archbishop Forbes, in an letter in the Forum, states that it was founded "for the avowed purpose of clarifying social thought by the statement and propagation of Catholic principles, such as those clearly expressed in the Encyclical Letters of Pope Leo XIII and of our present Holy Father, Pius XI."

By BISHOP ROBERT E. LUCEY

(In the *Commonweal*, which is a Roman Catholic publication)

"Because she must speak the truth without compromise, the Church will always encounter opposition. That the truth should make the Church unpopular in certain quarters has been promised and is expected; but that we as individuals should make her unpopular is quite another thing. An old era containing much that was good and plenty that was bad is passing. The new era appears only in rough outline; its final form is not predictable. This much is certain, labor has become articulate and economic slavery will no longer be endured in silence.

"Governments everywhere are discarding their do-nothing attitude towards social injustice, and are trying to promote their general welfare. The violent attack on the social order by atheistic Communists makes it clear that the *new order will be one of social justice or there will be no order at all.*

Hard to Change

"Obviously social justice cannot triumph without a fight. Some owners of great wealth, while at times blind, are able to see that a better distribution of material goods means that the impoverished masses will have more and they will have less. They don't relish that.

"Then too, old beliefs and prejudices are hard to change, particularly when money is at stake. Finally the science of economics is involved; industrial and agricultural relations are difficult to understand, and the major labor movement now going forward is not only new but also frequently misrepresented.

"That the spiritual interests of the labouring masses must be paramount in our consideration is obvious from the teachings of the Vicar of Christ. In his encyclical "On Atheistic Communism," the Holy Father speaks of "the vital need of protecting the very foundation of the faith and of Christian civilization." He then declares: "Let our parish priests, therefore, while providing, of course, for the normal needs of the faithful, dedicate the better part of their endeavours and their zeal to winning back the labouring masses to Christ and to His Church." There are three propositions here; the labouring masses have abandoned the Church; they must be brought back by the clergy; this will require the major portion of their time.

No Country Exempt

"Since the Holy Father does not exempt any country from this advice we must all accept it, even though in varying degree. No one will deny that we have our share of fallen-away Catholics in this country. What we wish to stress is that the labouring masses will not be won back to Christ and His Church by opposition, however sincere.

"A field in which we have an opportunity to alienate the religious loyalties of the people is the labor movement. Too many of us confuse communism with labor unions organized by industries. Too many of our orators and writers are discussing the modern labor movement without studying it. Since so many of our editors and contributors have never attended a school of journalism we can easily understand why our standards of journalism are not always of the best.

"And by the same token, since comparatively few of our speakers and writers have ever attended a school of social science or taken a course in economics, we can understand why their opinions of the labor movement and labor leaders are not always reliable. They get their ideas from their daily press, various magazines and perhaps, in part, from our national and diocesan weeklies, religious monthlies and other publications. Having no solid background of economic science to guide them, not knowing the history of the

labor movement, its nature, necessity and purpose, they may easily accept as true the most ridiculous charges hurled by captains of industry, or their attorneys, against labor and its leaders.

"We cannot expect good economics from men who are not economists. We can only ask that they either study or remain silent. But we have the right to demand both justice and charity from men who are known to be Catholics. Our treatment of labor questions sometimes reveals a lack of knowledge, sympathy and charity; our treatment of labor leaders is occasionally flagrantly unjust.

Strong Opposition

"By this time we ought to be aware that certain interests are trying to stop the progress of labor by smearing its leaders. Inspired by greed of gain and lust of power they will not tolerate the rise of strong labor unions. It spells the end of their domination. *By fair means or foul they intend to stop a particular labor movement which is strong and determined.* Here and there some of us have enlisted in the war against these industrial unions because we think they are communistic. It is proper that we should be as simple as doves, but nowhere is it written that we shall be gullible.

"Mr. John Lewis and his associates have given the unskilled and semi-skilled wage earners a chance to organize by industries. More than 3,000,000 working men and women are enrolled under the banner of the C. I. O. Hundreds of thousands of them are Catholics; all of them are breadwinners and they don't relish some of the things that some of us say about their leaders.

"In our just determination to stop communism we must not offend the honest working people who are trying to organize for justice and the common good. Above all, we must not be guilty of libel. *Some of the statements that we have made would constitute a mortal sin of injustice — but we know not what we do.*

Admit Abuses

"We are prepared to admit that there have been grave abuses in the ranks of organized labor. Some of the leaders have been racketeers. There has been an infiltration of Communists into the ranks and among the officers. *What human organization does not suffer from the sins of its members?* A communist has a right to work and live but no union should retain him as a member if he persists in flagrantly disturbing the peace. The employer should be free to dismiss any employee who foments unjust strikes or whose conduct is subversive of right order.

"Our judgment of industrial and agricultural disorders is usually based on press dispatches. *Not being on the scene, not knowing conditions in the plant, not being informed of the complex social forces at work in the background, we are prone to interpret the conflict in terms of press releases which may be inaccurate, inadequate or down-right false.* Before passing judgment on a labor dispute we should be sure to get the facts or say little about it.

"Can we not say that it takes years of education and experience to develop good labor leaders? These industrial unions are young, though huge and at times unwieldy. The members come largely from the ranks of the unskilled and semi-skilled. Labor would long ago have developed responsible leaders if through the years employers had not fought and crushed the impulse and effort to organize. *The stench of the yellow dog contract is still in our nostrils* and by that infamous and alleged covenant the worker was bound not to join a union. Until recently, perhaps until today, it has not been healthy for a worker to display any instinct for leadership among his fellows — it might mean his job; it often has.

"Live And Let Live"

By DR. CHARLES STELZLE

Executive Director, Good Neighbor League

When the average man gets to the point where he boastfully declares that he has taken for his motto for life the slogan "Live and let live," he often imagines that he is practicing the height of unselfishness and fairness to others.

It is quite true that in the world of competition, in which men are ready to destroy anything or anyone that stands in their path toward success, it is an admirable trait to give the other fellow a chance for his life, when so many others are ready to "mow him down," to quote Charlie McCarthy.

And yet, in a sense, all that is promised is that he will let the other fellow alone. He will let him live if he manages to survive. That is, he won't put anything in his way which will keep him from living. And this is certainly an advance on the philosophy of "dog eat dog."

But there's another consideration which should be kept in mind. Its basis is found somewhere in Scripture, although it has been widely quoted with variations, namely, "No man liveth unto himself." None of us can go through life without affecting others' lives for good or ill. The way we live vitally affects the lives of our associates, our friends and neighbors.

Booker T. Washington once said that we cannot keep a man in the gutter without getting into the gutter with him. And I think it was George Washington who said that "we had better hang together, or we will all hang separately."

I'd like, therefore, to suggest a further consideration of the motto we are discussing. Write it this way: "Let live, and live." This means that it is only as we let the other fellow live that we ourselves shall live. It's a matter of self-preservation. If the other fellow goes down, we'll go down with him.

But we can't stop here. There is still too much selfishness in this expression of our interest in the other fellow, if we are to accept it as our life's motto. There's another Scripture verse which should be considered in our discussion. It is the principle laid down by Jesus. This great Teacher once declared: "He that saveth his life shall lose it, and he that loseth his life for my sake" — and that means for the sake of others — "shall find it." One could write the history of all human progress around this declaration.

Mrs. Eleanor Roosevelt recently said: "I will do more than 'live and let live'; I will 'live and help live.'" That's the idea practically stated. It is the whole philosophy of being a Good Neighbor.

Conditions to Blame

"Could we not also point out that union discipline does not grow up overnight? *It must be developed in patience and charity.* If the temper of some workers is not a thing of sweetness and light may it not be that *economic slavery has made them what they are?* *The Holy Father calls our economic system hard, cruel and relentless in ghastly measure.* Union discipline is a fruit that must be cultivated; it does not reach the maturity of right order and self-sacrifice when living and working conditions are ghastly.

"Our interpretation of the C. I. O. labor movement is out of balance and lacks proportion. *Communism in industrial unions is not a major element. The writer recently had a conference with the head of all C. I. O. unions in western New York. Ninety per cent of his members are Catholics.* The average for the entire country is not so high, but our people are in the majority. The national director of the C. I. O. has stated that *not more than FIVE per cent of the members are Communists and much fewer than FIVE per cent of the leaders are of that persuasion.*

Playing Into Their Hands

"Our opposition also serves to deter priests from throwing themselves wholeheartedly into the movement, thus to bring back the masses who have strayed away from Christ and His Church. Our condemnation of the whole movement brings exceeding great joy to the hearts of the Communists. They want this labor movement for themselves. They know that if Catholic priests get in, the Church will win the day.

"Granted that the C. I. O. should expel all subversive elements, *as they will be expelled, why should we stand aloof?* These working people need us and the Church needs them. Fortunately in several of our larger cities *there are priests who have decided to be misled by our attempts to smear the C. I. O. and its leaders. They know that the great bulk of the C. I. O. members are God-fearing Christians, most of them Catholics, and that our attack has been too general, too extensive, unjust, actually harmful to the Church and disturbing to many an honest soul. These priests who are strengthening the lines of the C. I. O. and helping breadwinners to organize are doing a great work for God, society and the Church.*

"Unless one is blinded by prejudice, *he must admire the unflinching zeal of the labor leaders who are out in the field, and even in the halls of Congress, fighting the battle of the oppressed proletariat.* They are trying to better the conditions of labor. They have gone to the workingmen;

they have gone to the poor. While we speak and write about *social justice they make it a reality.*

"Our attitude toward labor appears at time to be aloof and detached. As organized labor marches down the highway of its destiny, we seem to stand by the roadside offering comment and criticism. Sometimes we hand the men flowers, sometimes brickbats. *In either case our position is wrong. When the Holy Father said to all his priests "Go to the workingmen.... Go to the poor," he surely did not mean that we should stand aside to view the working people with a critical eye, looking for mistakes to condemn, finding fault, criticizing and upbraiding. Nor do we go completely to the workingmen when we write academic editorials in defence of his rights. I think we ought to get into the parade and go down the road with labor. We should be with them, for them, of them. They belong to us and we belong to them!"* — (From the *Toronto Daily Star*, January 5th, 1939.)

THE UNION LABEL

The Union Label on any article is a guarantee that in its manufacture "no sweatshop labor was involved, no child labor, and that no underpaid working men and women were impoverished in order that profit might accrue to the owners of any given industry," were all citizens to use their purchasing power to eradicate industrial exploitation and improve the well-being not only of working men and women but of all other elements making up our country. "The Union Label" is the only emblem that most truly represents the fruits of ceaseless toil and of effort for the betterment of mankind from the days of serfdom to the present advanced state of wage earners. The Union Label, Shop Card, or Button of each respective craft affords the only positive assurance that goods purchased were made by capable workers fairly compensated.

When you, Mr. Citizen, demand union made goods and union service you help yourself, you help your fellow man, and you help the advancement of civilization to higher standards and accomplishments. Whatever buying power you may possess you can direct without any interference into channels that in your judgment are the best for yourself and your community.

We hold to the principle that where this purchasing power is directed into channels which tend to eradicate bad industrial conditions and to lift the moral, mental, and physical well-being of our citizens engaged in industry a distinct service is rendered not only to the community but to the nation.

From Our Readers

THE GERMAN TRAGEDY

Sir: "Inside Germany", by Albert Grzesinski, a former Reich Cabinet minister, is the story of the downfall of the German republic. Fear of what the governments of France and England might do tied the hands of the republic's governments to some extent. But as in a true tragedy the German people defeated themselves. They were unprepared for political self-government. Centuries of paternalistic junkeristic monarchy of barrack-room training in implicit obedience, have left their stamp even upon the workers and their leaders. The leaders of the experiment in democracy lacked resolution and were too respectful to their economic masters. The author once signed an order for the deportation of Hitler.

HITLER'S AMBITIONS

Sir:—Hitler admitted Germany was having economic difficulties, and put the blame upon lack of markets in the democratic countries and lack of colonies to supply raw materials. By his support of Italian claims to French territory, he implied his readiness to demand a new partition of the French and British Empires, if other means of appeasing his "over-populated" country are not forthcoming. Germany's trade with her colonies in 1913 was about \$33 millions, or 1/2 of one per cent of a total foreign trade of \$5,000 millions. Germany then had no difficulty getting raw materials, apart from her colonies in which only 20,000 Germans lived.

Germany's present difficulties are due to the frightful waste of capital and labor upon war preparation rather than to overpopulation or lack of colonies. But to justify vast armaments a need for colonies and markets must be proclaimed.

To live, Germany must export. Hitler now says, yet the economic ideal of the Nazis has been self-sufficiency, the production of substitutes for imports. Having tried to get rid of the need of imports, the Nazis now blame other countries for not taking more German exports. Then they try a method of barter trade and dumping by means of exports bounties, which is deranging international trade. The Nazi plan of state-directed barter trade is incompatible with trading transactions by private individuals. The present difficulties of Nazi Germany are thus self-inflicted by their economic nationalism, and by their insensate war preparation.

The leadership of Germany is irrational, yet shrewd in using circumstances to advance its purposes. It has a boundless appetite for power and a wild lust of cruelty. Its past successes urge it to new adventures. Is it conceivable that the Fuehrer who threatens the extermination of all the Jews in Europe will hesitate to use his war machine in the effort to realize demands which grow bigger and bigger? Evidently he feels he is a man of destiny, behind whom the German people will remain united in any circumstances. And that, despite his technique of sowing dissatisfaction and spreading terror among populations he desires to bring under Nazi influence. In Aus-

tria and Czechoslovakia, Nazi agents worked on the ill-feeling between the urban and rural populations, between the bourgeoisie and workers on the one hand, and between the bourgeoisie and the farmers on the other. Nazi agents are now playing the same game in Poland, Rumania and Hungary, countries of a low level of production, where the bulk of the people are very poor, having to support a topheavy ruling class. Nazi propagandists hold out the hope of dividing up the big estates, and vitalizing industries so wages can be raised to German levels which, by comparison, seem high.—ARGUS.

POVERTY OR PLENTY

Sir:—In Canada the authorities disclose the incomes of the unfortunate unemployed, but not of the very rich. In the hand of the Almighty, the public has insisted on knowing the incomes on which the highly privileged pay taxes. The United States Income Tax Bureau has just issued a report, showing that the number of persons with million dollar incomes in 1936 was 50% greater than in 1935. Four Americans had incomes of over \$4,000,000 in 1936, compared with one in 1935.

It looks as if the rich were growing richer. There is in line with the analysis of Prof. Rantenstrauch showing that as from 1917 to 1932 the per capita income of the property owners of the U. S. increased 128%; of bankers and financiers 60%; of the professional classes 25%. At the same time, the aggregate incomes of wage workers declined 45% and of the farmers 60 per cent. The loss in the income of the farmers and wage workers was near \$10 billions. Such a terrific diversion helps to explain as well as illustrate the depression. In the nine years since the great crisis Hoover and Roosevelt have flung out \$18 billions of public credit by way of blood transfusions to save the system. But despite that there were 12,000,000 unemployed in the U. S. in mid-summer.

It has been loudly denied that the poor have been growing poorer. Certainly, increasing numbers have reached the irreducible minimum of poverty. Nearly everywhere the relief doles are below what doctors declared to be necessary to the maintenance of health. A great many of the poor have become poorer because the cost of living has increased while relief rates have remained stationary or been reduced. The system tends to fatally undermine their health.—OBSERVER.

THE EUROPEAN SCENE

Sir:—The oligarchy which rules England is annoyed by reports that Hitler seeks an alignment with Soviet Russia. When Dr. Funk replaced Schacht, he sent a trade envoy to Moscow. The Nazis have not placated Poland and Rumania which are hysterically desperate, while Yugoslavia is latently anti-Nazi. The Nazi government has domestic difficulties, and its extreme supporters hint at a capital levy or expropriation of Catholic Church property and repudiation of public debts. If that happens

the Nazis may need friends wherever they can get them.

The aim of Chamberlain's policy has been to give Hitler a free hand to fight Soviet Russia. But Hitler may be playing for the isolation of England. A Berlin-Moscow accord would relieve the Jews of being used as a battle ground which perturb Poland and Rumania and would also put France in a position where she dare not offend the Nazis.

German broadcasts have been aiming at bringing most of the world into the Nazi ideological axis. Voices on short waves urge Australia and New Zealand to sake off "the Bristol Tory Yoke". But Hitler angrily ordered the British Broadcasting Corporation to stop broadcasting in the the German language; an order not yet obeyed.

In American military and diplomatic circles the opinion is held that there will presently be a rapprochement of the Russian and German dictatorships, which will leave the stooges of the Comintern holding the bag in many countries. Pravda, official Stalinite paper, recently printed a news despatch that a Berlin-Moscow alignment was inevitable. The idea expressed was that the interests of Germany and Italy in Central Europe were incompatible, hence the Nazi need of an alternative to the Rome-Berlin axis.—STUDENT.

MUNICH AND SEA POWER

Sir:—Maybe the Munich agreement saved civilization. Its evidently made the world safe for the munitioneers. But Chamberlain might just as well have scuttled two-thirds of the British fleet. Of what avail a naval blockade of German ports now? Naval power cannot now be decisive against Germany. On the other hand, there is a question as to whether submarines and airplanes, warring on merchant ships, may not be able to starve England into submission.

England may be vulnerable, while its chances of winning against Germany depend on circumstances outside its control. The disintegration of Imperial Germany began under pressure of food and material shortages, at a time when German troops were far west of the Rhine and as far east of Odesa. As a matter of man-power, a stand on the east bank of the Rhine could have been organized.

After the collapse of the Czarist Russia, the Germans set up a puppet government in the Ukraine. But the Ukrainians in what is now Poland as well as Russia were not ready to help the Germans. They only sowed small crops in the spring of 1918, and what they harvested they contrived to hide mostly. At any rate the Germans got less than 2,000,000 bushels of grain from the Ukraine and by November were short of food. Perhaps the recollection of that explain Hitler's professed aim to dominate the Ukraine. The other grain areas southeast of Germany had been ravaged by war.

With the German economic conquest of the south-east Europe, Hitler does not need sea power, yet he is building submarines and bases in Morocco and Spain. Why, if he has no designs on British or French colonies.—OBSERVER.

GREEK TERROR

General Metaxco, German-backed dictator of Greece has sent 15,000 opponents to prison camps on islands in the Aegean Sea, and banned the teaching of Plato and Socrates.

Homer Martin, resigning from the Auto Workers' Union, wrote a letter declaring that the methods of John Lewis were those of Hitler, Mussolini and Stalin. Now some locals are living up with Martin while others turn to the rival faction. General Motors Corporation has declared it will not negotiate with either faction, and the breach seems past healing. The Auto workers union is the third largest in the CIO.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue
au Canada
Un médium national pour les ouvriers



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper
A National Medium for the Workers
Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL

AVOCAT
57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636



Alderic Raymond - VICE-PRESIDENT

This Union Label



is the best guarantee that Bakery and Confectionery products are Union Made — continue to

Demand Union Made Products!

"Before America Decides", is a collection of essays published by the Harvard University Press. It raises more questions than it answers; shows U. S. foreign policy in a state of confusion. The dollar imperialism which brought the U. S. in disfavor south of the Rio Grande has changed. As soon as nations were asked to act on the collectivist principles of the League, the divergence of their interests were revealed. European nations at least do not act on the awkward theory of the Covenant that implies that States should undertake was only in the interest of other nations, not their own interests.

EMBARGO

Longshoremen in Sydney, Australia, refused to load scrap iron for Japanese bombs. Fearing trouble the government forbade further shipments of scrap iron to Japan. Such interference with the sacred right of profits ought to cause the heavens to fall.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that Edith Cecilia Shaw Mayne, of the City of Westmount, County of Hochelaga, Province of Quebec, wife of Hugh Cecil Mayne, of the said City of Westmount, will apply to the Parliament of Canada, at the present or next Session thereof, for a Bill of Divorce from her husband, Hugh Cecil Mayne, Clerk of Westmount aforesaid, on the grounds of adultery.
MONTREAL, January 10th, 1939.
GORDON M. WEBSTER,
Room 407, 215 St. James S., W.
Montreal, P. Q.
Solicitor for Petitioner.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that ESTHER STEINBERG, married woman, of the City of Montreal, District of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Parliament of Canada in the present or next session thereof for a Bill of Divorce from her husband MOE SOLOWAY, tailor of the city of Montreal, Province of Quebec, presently residing in the City of Montreal, on the grounds of adultery and desertion. Dated at Montreal this 14th day of December, A. D. 1938.
I. M. BOBROVE,
159 Craig Street West.,
Montreal, Quebec.
Solicitor for the Petitioner.

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

JESSE JAMES
in TECHNICOLOR
starring TYRONE POWER
HENRY FONDA, NANCY KELLY, Randolph SCOTT
Week Days, 10 to 1, 25c.

CAPITOL

FRANCISTA GAAL
BING CROSBY in
PARIS HONEYMOON
Added Attraction
'DARK JOURNEY'
with VIVIEN LEIGH

PRINCESS Theatre

ALFRED HITCHCOCK in
THE LADY VANISHES
with Margaret LOCKWOOD
Added Attraction
'Burn'em up O'Connor'

LOEW'S THEATRE

The Show of Shows
DAVE SCHOOLER
Added Attraction
CASS DALEY
On the Screen
AKIM TAMIROFF in
'Riding a Crooked Mile'

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. LAncaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes

BE READY FOR EXAMINATIONS. We have helped hundreds to obtain positions as Letter Carriers, Postal Clerks, Customs Examiners, Clerks and Stenographers, etc. Free Booklet of information. M.C.C. Schools, Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada.

Quality Cleaning by
Paul SERVICE STORES LIMITED
40 Stores Conveniently Located to Serve You Promptly
Head Office and Plant
1451 BEAUBIEN E. MONTREAL
Dollard 4671